

S'ABONNER

Patrick Drahi M6 EDF Arthur Fusions-Acquisitions Téléx Harcèlement BNP Paribas

Tech - Télécom

Révélation sur Armando Pereira, l'investisseur masqué de l'empire Drahi

Le propriétaire de SFR et BFM TV tente de prendre ses distances avec son ancien bras droit, actuellement en détention provisoire. Pas évident : celui-ci a financé la plupart de ses projets, d'Altice USA à Sotheby's. Premier épisode d'une enquête sur le « système Pereira ».



Jamal Henni

Publié : 20/07/2023 à 12:34 - Mis à jour : 12/09/2023 à 15:36





ERIC PIERMONT / AFP

Stupeur et tremblements dans l'empire Drahi, propriétaire d'opérateurs télécoms en Europe et aux Etats-Unis. Depuis le week-end dernier, Armando Pereira dort en prison. L'ex-bras droit de Patrick Drahi est en détention provisoire. Il est dans le collimateur de la justice portugaise, qui l'accuse de corruption, blanchiment, et fraude fiscale. La presse locale chiffre le préjudice à plus de 100 millions pour le fisc lusitanien, et au moins 250 millions pour Altice Portugal.

Face au séisme, le propriétaire de SFR et de BFM TV n'a guère eu le choix : il a décidé de prendre au maximum ses distances avec le sulfureux natif de Vieira do Minho. Dans un [communiqué](#), Altice International (maison mère de la filiale portugaise) a déclaré coopérer pleinement avec la justice, et avoir lancé une enquête interne au Portugal et dans d'autres pays - c'est notamment le cas dans la filiale française SFR. Le communiqué souligne que le parquet considère Altice comme une « *victime de fraude* » dans cette affaire. Il conclut : « *Altice International mène ses activités avec la plus grande intégrité* ». La même déclaration a été faite par la filiale américaine Altice USA.

À LIRE AUSSI



« -30 % d'ici demain » : comment Armando Pereira, le cost-killer de Drahi, a menacé 500 fournisseurs de SFR.

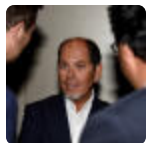
« Monsieur 21,71 % »

Mais Patrick Drahi va avoir du mal à prendre ses distances avec Armando Pereira, tant les liens entre les deux hommes sont multiples, et leurs affaires imbriquées, depuis qu'ils ont co-fondé Altice en 2002. Selon nos informations, l'autodidacte a financé la plupart des projets du polytechnicien, y compris les plus récents. Sa quote-part était souvent de 21,71 %, comme si les deux hommes avaient fixé entre eux cette clé de répartition. Toutefois, ces apports étaient discrets, pour ne pas dire secrets. Armando Pereira n'investissait pas dans les sociétés opérationnelles (Altice USA, Sotheby's...), mais tout en haut de la cascade de holdings les détenant. Surtout, il apparaît rarement sur la liste des actionnaires, mais confiait à Patrick Drahi la gestion de son investissement via des montages de type fiducie (trust) par exemple.

En pratique, lorsque Patrick Drahi s'est lancé à l'assaut des États-Unis en 2016, Armando Pereira a apporté des fonds dans deux holdings détenant Altice USA : la société néerlandaise CVC 1 BV et la société Neptune. Puis, en 2019, lorsque le magnat a racheté Sotheby's, il a apporté 20 % des capitaux de la holding Bidfair Luxembourg, ce qui lui

donne un intérêt économique de 14% dans la maison de vente aux enchères.

À LIRE AUSSI



Armando Pereira, l'actionnaire caché d'Altice.

Toujours en 2016, Armando Pereira a apporté 21,71 % de la mise de départ de plusieurs sociétés immobilières de Patrick Drahi : Quadrans (qui détient le siège de SFR dans le 15^e arrondissement de Paris) et Quadrifolio (actionnaire notamment du data center de SFR à Courbevoie).

Armando Pereira a aussi investi conjointement avec Patrick Drahi dans plusieurs projets personnels, comme l'achat d'un jet privé (un Falcon 7X), d'un yacht de 55 mètres (le Quite Essential), ou de terrains sur l'île de Nevis.

Interrogés, les porte-parole d'Altice n'ont pas voulu indiquer si tous ces investissements étaient aujourd'hui débouclés, se contentant d'affirmer qu'Armando Pereira n'était plus actionnaire (direct ou indirect) d'Altice France ou Altice USA « *depuis longtemps* ».

Renvoi d'ascenseur

Généreux, Patrick Drahi a su renvoyer l'ascenseur à son vieil ami, et faire sa fortune. Son groupe a notamment racheté une société dont Armando Pereira était, selon nos informations, secrètement propriétaire. Il s'agit d'ERT, rebaptisée ensuite Altice Technical Services puis Geodesia. Cette société spécialisée dans le déploiement de réseaux réalisait la quasi-totalité de son chiffre d'affaires avec Altice, selon [l'Autorité de la concurrence](#). Altice l'a achetée pour 305 millions d'euros entre 2016 et 2018. La somme a atterri dans une holding luxembourgeoise créée en 2015, PV International Partners. Officiellement, cette dernière appartenait à Alain Vauthier, vieil ami du sulfureux portugais. Mais, en réalité, Alain Vauthier avait conclu un contrat de fiducie avec Armando Pereira. Cette fiducie a été débouclée en 2020, et Armando Pereira a alors récupéré la propriété des actions, indique un document déposé au registre du commerce luxembourgeois.

À LIRE AUSSI



SFR : ces alertes sur Armando Pereira que Patrick Drahi a ignorées

Selon nos informations, les équipes de Patrick Drahi savaient - au moins en 2017 -

qu'Armando Pereira était le réel propriétaire de PV International Partners. Pourtant, lorsque [le Monde](#) les interroge l'année suivante, elles assurent qu'Armando Pereira n'est plus actionnaire d'ERT depuis « *fin 2012/début 2013* ». Mieux : dans les comptes d'Altice, le rachat n'apparaît pas dans les transactions avec les entreprises liées, alors qu'à l'époque Armando Pereira est directeur opérationnel d'Altice Europe. Et que le groupe était coté à la Bourse d'Amsterdam. Interrogé sur ce point, le porte-parole d'Altice n'a pas répondu.

Enfin, lorsqu'en 2019, Altice a vendu 49 % du réseau fibre de SFR à des fonds d'investissement, le groupe de Patrick Drahi a pris bien soin de conserver pour lui seul le déploiement et le maintien de ce réseau. Il a alors signé avec les fonds un contrat confiant ces tâches à Altice durant... 20 ans.

Favoriser les fournisseurs

Mais ERT n'était pas le seul prestataire lié à Armando Pereira. De nombreux fournisseurs appartenaient à ses proches, en particulier Hernani Vaz Antunes. Le parquet portugais accuse cet entrepreneur portugais de fraude fiscale, blanchiment et corruption, et l'a aussi placé en détention provisoire.

Sans même se cacher, Armando Pereira et Hernani Vaz Antunes étaient directement associés dans plusieurs sociétés, dont la société portugaise Shar SA et la société luxembourgeoise Shar Holdings SARL, qui empochait les fruits de leurs méfaits présumés. Shar SA a engrangé plus de 15 millions d'euros de profits entre 2015 et 2021. Fait troublant : entre 2015 et 2017, la gérante de Schar Holdings SARL était Emilie Schmitz, une cadre d'Altice, selon nos informations.

À LIRE AUSSI



En plein scandale Armando Pereira, le patron des boutiques SFR s'en va

Selon le parquet portugais, Hernani Vaz Antunes aurait profité de 660 millions d'euros de commandes d'Altice Portugal entre 2017 et 2022. Mais le système Pereira était aussi étendu à la France. Selon nos informations, des soupçons pèsent sur au moins cinq sociétés françaises fournisseurs de SFR :

- Tirion Agencement & Rénovation : détenue à 70% par Hernani Vaz Antunes, elle avait été retenue pour rénover les boutiques de SFR. En 2018, le magazine [Capital](#) avait demandé à l'opérateur mobile si elle était liée à Armando Pereira. « *C'est absolument faux*, avait (dé)menti le porte-parole. *Rechercher le meilleur rapport qualité-prix doit-il nécessairement susciter la suspicion ?* ».

- JSC France et One Repair : appartient à Alvaro Gil Loureiro, un proche d'Armando Pereira et de Hernani Vaz Antunes, qui est aussi en détention provisoire. JSC France revend du matériel Huawei
- ITCenter : propriété de Sergio Azevedo Castro et Ruben Santos Oliveira e Sousa, qui sont associés d'Armando Pereira et Hernani Vaz Antunes dans Shar
- Aciernet : société rachetée en 2017 par Exaprobe (filiale d'Econocom) qui revend les produits Cisco

Selon [Bloomberg](#), l'opérateur télécoms a suspendu toute transaction avec tous ces fournisseurs sauf Tirion. Mais la liste ne s'arrête peut-être pas là. En effet, après le rachat par Patrick Drahi, SFR a eu recours à une pléthore de nouveaux fournisseurs, souvent d'origine portugaise, dans tous les domaines (du déploiement de réseau au mobilier), parfois plus chers que les prestataires précédents. Altice vient d'annoncer le lancement d'un audit des prestataires dans tout le groupe pour éclaircir le sujet.

Selon les enquêteurs portugais, le montage mis en place portait en particulier sur les commandes auprès de Huawei et Cisco. Le groupe de Patrick Drahi, au lieu de leur commander directement les équipements, les achetait plus cher à des intermédiaires. Selon certaines sources, c'était aussi le cas pour SFR, qui passait par Exaprobe Aciernet et JSC (interrogé sur ce point, SFR n'a pas répondu). Pour mémoire, Huawei est un des principaux fournisseurs de SFR, dont le réseau mobile provient à 52% du constructeur chinois.

Quoiqu'il en soit, le destin des responsables du compte SFR chez les deux constructeurs est pour le moins singulier. Chez Huawei, il s'agissait d'[Anthony Maatouk](#). Il a quitté l'équipementier chinois il y a deux ans pour être recruté par... Altice, passant ainsi du fournisseur à son client. Le groupe de Patrick Drahi l'a nommé à la tête de Geodesia (ex-ERT).

Chez Cisco, il s'agissait d'[Olivier Duquesne](#), qui est parti en janvier 2020. Selon la [presse portugaise](#), il aurait reçu des « *avantages indus* » et serait associé avec Hernani Vaz Antunes dans une société portugaise baptisée Jacques Real Estate LDA.

Armando s'occupe de tout

Mais ce n'est pas tout. Patrick Drahi aura d'autant plus de difficultés à se distancier d'Armando Pereira qu'il lui a, depuis vingt ans, confié moult fonctions au sein de son empire. Le Portugais a été nommé « *conseiller stratégique* » d'Altice USA en 2018. Il a été directeur général délégué de SFR entre 2017 et 2018. Surtout, il était directeur opérationnel (*chief operating officer*) d'Altice Europe (maison mère de SFR) depuis 2017 et jusqu'en 2021 au moins.

Et encore ne s'agit-il que de ses titres officiels, car son rôle réel dépassait largement sa

fonction dans l'organigramme. Comme l'expliquait [le Monde](#) en 2018, le PDG officiel de SFR, Alain Weill à l'époque, était cantonné à l'audiovisuel, à la communication et aux relations extérieures. « *J'ai dit à Armando : dis-moi ce que tu ne veux pas faire, je m'en charge* », expliquait alors avec franchise Alain Weill, qui trouvait alors son collègue « *très attachant* » et louait « *un manager exceptionnel* ».

Interrogés, les porte-parole d'Altice assurent qu'Armando Pereira n'a aujourd'hui plus « *aucun mandat* ». Pourtant, il y a un an, lorsqu'un énième PDG de SFR a été nommé, un communiqué interne assurait que l'heureux élu « *pourra compter sur le soutien d'Armando Pereira* ». Et ce dernier était encore présent chez SFR la semaine dernière, selon [Bloomberg](#)...

Infiltration de l'état-major

Mieux encore : Patrick Drahi a aussi recruté et promu de nombreux proches d'Armando Pereira. Deux ont été suspendus :

- Yossi Benchetrit, gendre d'Armando Pereira -il a épousé sa fille Gaëlle. Il est rentré chez Altice à l'audit interne, a été chief operating officer d'Altice Portugal jusqu'en 2013, puis directeur des achats de SFR, du groupe Altice, et enfin d'Altice USA, où il s'occupe aussi de la programmation des chaînes.
- [Alexandre Fonseca](#), qui travaille depuis 2012 pour les filiales portugaises d'Altice (dont il a été le patron entre 2017 et 2022), avant d'être promu en 2022 codirecteur général (co-CEO) d'Altice Europe, et enfin il y a quatre mois [président](#) du conseil d'administration d'Altice USA.

Des soupçons pèsent aussi sur trois cadres français, apparemment toujours en poste (la direction a indiqué en interne lundi 24 juillet que personne n'avait été suspendu dans l'Hexagone) :

- [Olivier Sansane](#), directeur des achats de terminaux d'Altice, après l'avoir été pour SFR. Selon [les enquêteurs portugais](#), il aurait touché indûment deux millions d'euros pour acheter une propriété à Paris
- [Tatiana Agova-Bregou](#), rentrée chez Altice en 2010 et aujourd'hui [membre du comité exécutif](#) de SFR en charge des contenus, des acquisitions et des partenariats. Selon les [enquêteurs portugais](#), elle entretenait une « *relation intime* » avec Armando Pereira, et aurait partagé avec lui un appartement à Neuilly-sur-Seine acheté par Hernani Vaz Antunes pour 1,7 million d'euros.
- [Anthony Maatouk](#), déjà évoqué plus haut, ancien responsable du compte SFR chez Huawei, devenu en 2021 *chief executive officer* de Geodesia (ex-ERT).

Enfin, trois autres proches d'Armando Pereira ont aujourd'hui quitté Altice :

- [François Vauthier](#), [considéré](#) par Armando Pereira comme le « *fils qu'il n'a pas eu* », c'est le fils d'Alain Vauthier, associé du milliardaire portugais dans ERT. Il est rentré dans l'empire Drahi en 2010 à l'audit interne de Numericable, pour terminer directeur financier de SFR à partir de 2016. En 2019, il a quitté le groupe pour rejoindre Cegid.
- [Hakim Boubazine](#): cité par les enquêteurs portugais, il est rentré chez ERT en 2013, puis qui a travaillé pour les filiales d'Altice en République dominicaine et aux Etats-Unis, dont il a fini directeur opérationnel, avant de quitter le groupe fin 2021.
- [Luis Alveirinho](#): cité par les enquêteurs portugais, il est rentré en 2016 chez Altice Portugal dont il finira directeur technique, avant de quitter le groupe en avril 2021.

À ces cadres dirigeants s'ajoutent de nombreux employés de niveau inférieur, souvent d'origine portugaise, recrutés puis rapidement promus - notamment chez SFR -, et vite soupçonnés par leurs collègues d'être « *les yeux et les oreilles d'Armando* ».

Cerise sur le gâteau : selon nos informations, Armando Pereira a demandé en 2020 à acquérir la nationalité de l'île de Nevis, comme son mentor l'avait déjà fait quelques années plus tôt. C'est le cabinet d'avocats suisse de Patrick Drahi, Oberson Abels, qui s'est chargé de la procédure, et qui les a facturées au family office du polytechnicien. Parallèlement, le natif de Guilhofrei a effectué les démarches pour renoncer à la nationalité française...

Contactés, Cisco, Econocom, Olivier Duquesne, Anthony Maatouk, Olivier Sansane et Tatiana Agova-Bregou n'ont pas répondu. Pour sa part, Huawei a juste indiqué : « *la diversité de notre offre respecte les lois et réglementations en vigueur en France, et suit des principes éthiques qui sont essentiels à la conduite de nos activités* ».

NB : l'article a été mis à jour les 22, 23 et 25 juillet avec de nouvelles informations

[] ERT était détenu majoritairement par la société luxembourgeoise Parilis. Altice a d'abord racheté 51 % de Parilis en 2016, puis les 49 % restants en 2018, et l'a rebaptisé Altice Technical Services, puis Geodesia. Parilis était détenu par PV International Partners, d'abord en direct, puis par l'intermédiaire d'une holding luxembourgeoise intermédiaire, Praya.*

À LIRE AUSSI



Bientôt un nouvel actionnaire pour l'Express



Les usines d'Intermarché en difficulté



Violences sexistes et sexuelles à la RATP : des salariées peu protégées. Partie 2



JPMorgan remercie l'une des figures de sa banque d'investissement



Premières secousses au top management d'EDF Renouvelables



Society, So Foot... l'immeuble qui a aggravé la brouille entre Franck Annese et ses associés. Partie 2

DANS LA MÊME RUBRIQUE



Copie privée : cette proposition de loi va rendre furieux le monde de la culture



Le Campus Cyber déjà rentable... grâce aux subventions



Cybersécurité : le gouvernement lance un méga appel d'offres de 500 millions d'euros



Téléviseurs et lave-linges auront bien un indice de durabilité en France



Blocage des sites porno : le sort de Xnxx, XVideos et Pornhub bientôt tranché



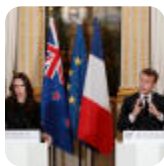
Conseils d'administration : pourquoi les femmes claquent la porte



Pourquoi le monde du jeu vidéo attaque le décret sur le contrôle parental



Sept plateformes acceptent une contribution volontaire pour éviter la taxe streaming



Appel de Christchurch : les personnalités du numérique qu'Emmanuel Macron va recevoir vendredi



Pédocriminalité : la guerre est ouverte entre le Parti pirate et le Haut Conseil à l'Égalité



[Mentions légales](#)

[Charte du Titre](#)

[Politique de confidentialité](#)

[Gestion des cookies](#)

[Conditions générales](#)

[Qui sommes-nous ?](#)

[Contactez-nous](#)

Newsletters